

(1)

(N° 209.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JUILLET 1903.

Projet de loi relatif à la fabrication et à l'importation des sucres (1).

RAPPORT FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. BEAUDUIN.

MESSIEURS,

Le projet de loi relatif à la fabrication et à l'importation des sucres renferme trois séries de dispositions principales, outre quelques dispositions secondaires.

La première a pour but de mettre notre législation intérieure en harmonie avec les prescriptions de la Convention internationale du 3 mars 1902, par l'introduction du régime nommé : *travail en entrepôt*.

La deuxième concerne l'abaissement de l'impôt et tout ce qui est relatif à cet objet.

La troisième constitue une codification nouvelle de la législation dont les éléments sont empruntés aux lois régissant actuellement la fabrication du sucre, de l'alcool et de la glucose.

Nous passerons successivement en revue ces trois séries, rattachant à chacune les questions soulevées par votre Commission ainsi que les réponses données par M. le Ministre des Finances.

I. — *Travail en entrepôt.*

L'article 2 de la convention précitée est conçu comme suit :

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre au régime d'entrepôt sous la surveillance permanente de jour et de nuit des employés du fisc, les fabriques et les raffineries de sucre ainsi que les usines dans lesquelles le sucre est extrait des mélasses.

» A cette fin, les usines seront aménagées de manière à donner toutes

(1) Projet de loi, n° 169.

(2) La Commission, présidée par M. NERINCKX, était composée de MM. ANSERLE, BEAUDUIN, COOREMAN, DALLEMAGNE, DAVIGNON, DE SAELEER.

garanties concernant l'enlèvement clandestin des sucres et les employés auront la faculté de pénétrer dans toutes les parties des usines.

» Des livres de contrôle seront tenus concernant une ou plusieurs phases de la fabrication et les sucres achevés seront déposés dans des magasins spéciaux offrant toutes les garanties désirables de sécurité. »

Actuellement, ainsi que le dit l'Exposé des motifs, l'industrie sucrière est encore placée sous le régime de la perception d'après le rendement présumé. — Le jus brut extrait de la betterave au début des opérations de la fabrication passe nécessairement par des appareils mesureurs-compteurs installés et surveillés suivant des prescriptions très minutieuses. Les employés du service des accises constatent le volume de ce jus et en déterminent la densité ; de cette double opération suivant un multiplicateur légal qui a été successivement élevé depuis 1,500 grammes jusque 2,000 par hectolitre de jus et par degré densimétrique, ils déduisent le rendement légal qui, au taux de 48 francs les 100 kilos de sucre présumé extrait, forme la dette du fabricant envers le trésor.

Le projet de loi conserve cette réglementation du travail mais en lui assignant le caractère de *contrôle* prévu par l'article 2 de la Convention internationale précitée. Les installations actuelles feront donc partie du nouveau régime ainsi que la plupart des conditions prescrites. L'industrie continuera d'être soumise aux mêmes réglementations, entraînant pour elle une restriction notable de sa liberté de travail pour toute la série des opérations se rattachant à l'extraction du jus. Le rendement légal, présumé, restera subsister comme rendement légal minimum, dû en toute hypothèse, si même le rendement définitivement constaté par pesage des produits achevés lui était inférieur.

Le projet de loi conservant ainsi de nombreuses dispositions légales actuelles, y ajoute les dispositions nouvelles ayant pour but d'assurer la constatation réelle du rendement par le travail en entrepôt ; il fixe les règles à observer pour l'aménagement des usines et des locaux de façon à empêcher toutes communications avec l'extérieur autres que celles surveillées par les employés du fisc dont le projet organise la mission.

Il détermine les conditions dans lesquelles les produits achevés seront pesés, vérifiés, mis en magasin, conservés et expédiés.

Les sucres expédiés vers les raffineries sont inscrits au compte de magasin de celle-ci ; ceux exportés sont définitivement déchargés de toute redevabilité ; ceux qui entrent en consommation donnent seuls lieu au paiement de l'impôt après deux mois de crédit.

Ces dispositions ont provoqué de la part des intéressés diverses réclamations et votre Commission, après examen, a soumis à M. le Ministre des Finances les questions suivantes que nous faisons suivre des réponses qui y ont été faites.

PREMIÈRE QUESTION.

Le contrôle préalable institué par le projet de loi est-il rendu obligatoire par la Convention internationale ?

Sera-t-il institué dans des conditions semblables aussi rigoureuses qu'en Belgique, par les autres co-contractants du 5 mars 1902 ?

Si la réponse aux deux questions ci-dessus était négative, ne faudrait-il pas considérer le régime sucrier futur de la Belgique comme mettant la production indigène sur un pied d'infériorité internationale, caractérisée en ce que :

- a) Le rendement présumé, s'il n'était pas atteint, constituerait une surcharge d'impôt ;
- b) L'ensemble des formalités restrictives de la liberté du travail pourrait faire empêchement, soit à des essais, soit à des combinaisons, soit à des applications profitables à l'industrie ;
- c) Les formalités d'une constatation supplémentaire entraîneraient dans tous les cas des frais et des charges dont l'industrie belge supporterait le poids bien plus que ses concurrents des autres pays.

Réponse de M. le Ministre des Finances.

La Convention internationale ayant prescrit le contrôle d'une phase au moins de la fabrication, le Gouvernement belge a considéré cette obligation comme devant se rattacher à une phase antérieure à celle de la constatation finale du produit achevé. Initiateur de cette Convention, il s'est cru tenu d'appliquer à la législation belge le caractère qu'il avait assigné à cette disposition. Il est vrai que la Commission permanente instituée par la Convention a approuvé certaines législations étrangères, notamment celle d'Autriche-Hongrie et des Pays-Bas, dans lesquelles semblable contrôle, ni aucun autre en dehors de la constatation finale n'a été introduit. Mais il importe de remarquer que dans tous les autres pays le système du travail en entrepôt est appliqué depuis de longues années déjà, que les usines ont pu être construites et aménagées conformément aux conditions de ce régime et suivant une expérience et une pratique déjà longues. Qu'il n'en est pas de même en Belgique et que, par conséquent, il convient de ménager tout au moins la transition, en renforçant la constatation finale par une constatation préalable et approximative du rendement. Il sera peut-être possible, plus tard, de modifier la législation belge dans le sens d'une plus grande liberté.

En outre, il ne faut pas perdre de vue :

1. Que les installations nécessaires pour ce contrôle existent en entier dans les fabriques et qu'elles n'exigent donc aucune dépense nouvelle à charge du fabricant ; que la constatation du jus extrait est dans tous les cas utile au fabricant lui-même ;
2. Que la prise en charge de 2,000 grammes ne représente qu'un minimum qui depuis plusieurs années a été notablement dépassé par l'industrie ;
3. Qu'il y a cependant lieu de l'abaisser à raison des motifs invoqués par les intéressés et pour leur permettre la production de sucre de richesse élevée.

Un amendement est déposé à l'art. 39 fixant les prises en charge à 1,800 grammes pour le sucre blanc et 1,900 grammes pour le sucre brut ;

4. Que le Gouvernement n'entend en rien entraver les améliorations que l'industrie pourrait désirer appliquer; qu'il en a toujours été ainsi dans le passé et qu'à plus forte raison il en sera ainsi à l'avenir, puisqu'il y aura dorénavant, la constatation précise du rendement réel final.

Les articles 38 et 42 lui donnent à cet effet les pouvoirs nécessaires. En vertu de ces articles, le Gouvernement pourra notamment permettre d'extraire le jus à des températures très élevées et de faire usage de procédés nouveaux de diffusion ou d'épuration des jus, même avant le mesurage, ce qui est incompatible avec la législation actuelle.

5. Que s'il était constaté qu'une perte accidentelle de jus a eu lieu après mesurage et prise en charge, le Gouvernement aurait égard aux légitimes considérations qui lui seraient exposées par les intéressés. Un amendement à l'article 38 lui donnera les pouvoirs nécessaires à cette fin.

Votre Commission, avant de passer aux questions suivantes, estime que la pratique fera connaître si le régime tel qu'il sera ainsi appliqué doit être maintenu ou modifié et elle insiste, dans tous les cas, pour que rien ne vienne entraver ou aggraver l'exercice de l'industrie qui ne doit pas être soumise en Belgique à des réglementations qui pourraient la constituer en état d'infériorité par rapport à ses concurrents étrangers.

Elle prend note des déclarations faites par M. le Ministre des Finances.

DEUXIÈME QUESTION.

Que deviendront les *pertes de poids* qui pourraient survenir dans les magasins des sucreries et raffineries par suite de la *dessication*? Les sucres bruts séjournant longtemps dans des locaux très secs peuvent perdre sensiblement de poids; si les fabricants sont rendus responsables d'une diminution constatée à la sortie, ils subiront un préjudice sans qu'il y ait la moindre faute à leur reprocher.

RÉPONSE.

Les sucres produits dans les fabriques seront mis dans des sacs d'un poids uniforme, puis pesés et placés dans un magasin fermé au moyen d'un cadenas de l'Administration et au moyen d'un cadenas du fabricant.

Sous le régime actuel, on s'est toujours plaint de ce que les sucres bruts absorbaient de l'humidité; on ne s'est jamais plaint du contraire.

Pour ce qui est des poudres blanches et des sucres raffinés, il est rare qu'ils perdent de leur poids par dessication.

La disposition de l'article 32 paragraphe 4 du projet de loi, qui est relative aux manquants, est d'ordre général; elle est empruntée à la loi du 4 mars 1846 sur les entrepôts et doit être appliquée judicieusement. Ainsi lors des recensements, les constatations des employés porteront sur le nom-

bre de colis (sacs, caisses, etc.) qui se trouveront dans les magasins et ces colis seront admis pour le poids constaté à l'entrée : les employés ne s'occuperont pas de repeser tous les colis pour s'assurer s'ils ont quelques grammes de plus ou de moins que leur poids primitif. C'est comme cela que l'on procède actuellement dans les entrepôts et il n'y a pas de raison d'agir autrement sous le régime de la nouvelle loi.

Il va de soi d'ailleurs que si les agents de l'Administration avaient des raisons de croire que certains industriels feraient usage de manœuvres frauduleuses pour diminuer le poids des colis, ils auraient à pousser leurs opérations de recensement à fond. La simple dessiccation ne peut entraîner aucun ennui pour le fabricant.

TROISIÈME QUESTION.

La loi permettra-t-elle aux fabricants de reprendre des sucres déjà emmagasinés, arrière-produits ou autres, pour la refonte, et quelle sera la marche à suivre ?

RÉPONSE.

Si la question ci-dessus vise la refonte de sucres déjà emmagasinés, on doit reconnaître que cette opération n'est pas prévue par le projet.

Bien que semblable cas doive se présenter rarement on pourrait l'autoriser dans la loi.

Dans cet ordre d'idées, il convient de compléter l'article 59 par un paragraphe 4 ainsi conçu :

« Le compte peut être déchargé en outre, moyennant déclaration préalable, » des quantités de sucre destinées à être refondues. »

Même question posée pour les raffineries.

RÉPONSE.

La refonte de sucres en raffinerie est prévue par l'art. 56 § 1^{er}, 2^{mo} alinéa du projet.

QUATRIÈME QUESTION.

L'article 12 sera-t-il appliqué aux installations existantes ? Les intéressés se plaignent du travail très difficile et très coûteux qui en résulterait.

RÉPONSE.

L'article 12 prescrit la production des plans et il n'existe aucune raison plausible pour en dispenser les fabricants de sucre déjà établis.

On a procédé de la même façon lors de la mise en vigueur de la loi sur

les distilleries et de celle sur les fabriques de glucoses : ceux de ces industriels existant à ce moment ont dû remettre au receveur un plan de leurs installations.

Au surplus, on exagère en disant que la production des plans constitue un travail coûteux.

Il est possible que le temps fasse défaut pour fournir les plans avant le commencement des travaux de la campagne prochaine ; des délais pourront être accordés le cas échéant.

* * *

Votre Commission estime que les réponses aux questions 2, 3 et 4 ci-dessus sont de nature à donner satisfaction aux intéressés à condition qu'en pratique, on tienne suffisamment compte des faits et que l'industrie ne soit pas grevée de formalités et d'entraves qui pourraient devenir onéreuses pour elle, sans nécessité pour l'État.

II. — *Abaissement du taux de l'impôt.*

Le projet de loi abaisse le taux de l'impôt à 20 francs, pour tous les sucres indistinctement allant à la consommation ; le droit de douane est, de même que le droit d'accise fixé, au même taux uniforme. Toutefois, il pourra être perçu à l'importation une surtaxe dont le taux sera fixé par le Gouvernement sans pouvoir excéder fr. 5.50 par 100 kilogrammes. Les produits préparés au sucre subissent des diminutions de droit équivalentes. Les droits sur le sucre mis en consommation doivent être acquittés au bout d'un délai de deux mois pleins.

L'Exposé des motifs fait connaître l'obstacle qui empêche le Gouvernement d'unifier au taux de 15 francs par 100 kilos d'extrait sec les droits supportés par les sucres comme par les diverses autres matières employées en brasserie. Quoique le projet de loi ne vise directement ni la glucose, ni l'interverti, il n'en est pas moins vrai que la glucose ne soit pour certains usages, en concurrence avec le sucre ; actuellement, le droit sur la glucose est de 15 francs par 100 kilos, tandis que le sucre raffiné paye fr. 51.13. L'abaissement de ce dernier droit dans des proportions considérables atteint donc indirectement l'industrie de la glucose. Les fabricants de ces derniers produits soutiennent qu'à égalité d'impôt et même avec un écart de 5 francs aux 100 kilos, leur industrie serait anéantie totalement ou gravement compromise.

Votre Commission, ainsi que nous venons de le dire, n'est pas saisie de la question des glucoses ; malgré l'intérêt qu'elle peut porter à cette industrie, elle n'a pas à s'occuper de la législation spéciale à ce produit, qui date du 19 mai 1898. Elle ne peut qu'exprimer le regret de ce que les glucosiers aient à souffrir du nouveau régime appliqué à l'industrie sucrière, même au taux d'impôt de 20 francs proposé, tandis que celui-ci, à cause des nécessités invoquées par eux, sera supérieur d'un tiers aux désirs du Gouvernement, aux espérances des producteurs de sucre et aux vœux des consommateurs.

L'Exposé des motifs assigne à la réalisation partielle ou totale de ces désirs et espérances, une échéance hypothétique. Traduisant cette pensée en fait, M. le Ministre des Finances annonce le dépôt d'un amendement d'après lequel les droits de douane et d'accises seront abaissés à 15 francs si, avant le 1^{er} janvier 1907, les Chambres n'ont pas voté une loi maintenant le taux de 20 francs.

La surtaxe autorisée par l'article 2 du projet de loi et dont le taux dépendra du Gouvernement, à l'avenir comme aujourd'hui, est conforme à l'article 3 de la Convention internationale conçu comme suit :

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent à limiter au chiffre de » 6 francs par 100 kilos pour le sucre raffiné et assimilable au raffiné, et » de fr. 5.50 pour les autres sucres, la surtaxe c'est-à-dire l'écart entre le » taux de droits ou taxes dont sont passibles les sucres étrangers et celui » des droits ou taxes auxquels sont soumis les sucres nationaux.

» Cette disposition ne vise pas le taux des droits d'entrée dans les pays » qui ne produisent pas de sucres ; elle n'est pas non plus applicable aux » sous-produits de la fabrication et du raffinage de sucre. »

Les Puissances contractantes à la Convention de Bruxelles ont eu en vue, lorsqu'elles ont décidé la suppression de toutes les primes, tant indirectes que directes, de réserver néanmoins aux producteurs leur marché intérieur. Tous les pays sauf les Pays-Bas, le moins important de tous comme production, ont fait usage de la faculté édictée par l'art. 3, ils ont fixé le montant de la surtaxe aux taux les plus élevés de la Convention. La Belgique ne faisant aucune distinction pour la douane et l'accise entre les diverses espèces de sucre, il a paru au Gouvernement que la surtaxe, surélévation du droit de douane, devait, elle aussi, être fixée à un taux uniforme, le moins élevé de ceux prévus par la Convention. Maintenant la situation actuelle, il demande à être investi du pouvoir de régler le taux de cette surtaxe de façon à ce qu'elle atteigne le but que la Convention lui a assignée, et ce au mieux des divers intérêts en cause.

En ce qui concerne la durée des termes de crédit, elle a fait l'objet de la question suivante :

La durée du terme de crédit devrait être égale à celle qui est accordée ailleurs ou tout au moins être fixée à 4 mois.

Voici la réponse que M. le Ministre des Finances a faite :

La durée du terme de crédit est de deux mois dans les Pays-Bas et de six mois en Autriche-Hongrie ainsi qu'en Allemagne.

En France, il n'est pas accordé de crédit : les droits sur les sucres bruts doivent même être payés au moment où ils sont introduits dans les raffineries.

En Belgique, le crédit sera de deux mois à partir du dernier jour du mois pendant lequel les sucres destinés à la consommation (cristallisés et raffinés), auront été déclarés sur le compte de crédit : le terme aura donc une durée de deux mois et demi. Mais il est à remarquer que les sucres achevés auront

déjà bénéficié d'un crédit illimité, c'est-à-dire pour toute la durée de leur dépôt dans les magasins de produits fabriqués. D'autre part, les sucres sont toujours vendus avec paiement au comptant. Il n'est donc pas possible de donner satisfaction à la demande ci-contre.

III. — *Codifications et mesures diverses.*

Les articles 10, § 1^{er}, litt. a, 14, 15, 22, 23, 24, 25, 33, 34, 35, 41, 46, 49, 50, 66, 67, 68, 69, 71, 95, 98, 102 sont empruntés à la législation sucrière existante.

Les articles 10, § 1^{er} litt. b, § 2, 45, § 2, 51, 98, 99, 100, 101 sont empruntés à la loi sur les distilleries.

Les articles 11, 12, 16, 17, 18, 19, 20, 26, 42, 43, 45, 47 ne font qu'adapter à la législation sucrière les mêmes articles extraits de la loi sur les glucoses.

Les articles 37 et 39 sont extraits des lois budgétaires.

Le chapitre 4 « Pénalités » est composé de dispositions la plupart empruntées aux législations que nous venons de citer.

DISPOSITIONS SECONDAIRES.

Droits d'entrée sur les betteraves.

Le droit d'entrée sur les betteraves avait sa raison d'être à l'époque où la prime indirecte dérivait du plus ou moins de production de sucre indemne de droits ; la betterave étrangère, en général très riche, introduisait dans le pays une quantité de sucres dits d'excédents qui diminuait d'autant les avantages revenant à la production indigène. La suppression des primes appelle comme conséquence logique la suppression de ce droit d'entrée.

Produits sucrés.

Les nouveaux droits d'entrée sur les produits sucrés seront en rapport avec le montant des droits sur le sucre. Toutefois, il importe d'en retarder la mise en vigueur afin de laisser aux fabricants le temps nécessaire pour écouler les produits qu'ils pourraient avoir fabriqués sous l'empire des droits actuels. En retardant la mise en vigueur jusqu'au 1^{er} février 1904, le législateur assurera ainsi à de nombreuses industries secondaires une période transitoire qui sauvegardera entièrement leurs intérêts.

Un amendement est déposé dans ce but.

Saccharine.

L'Exposé des motifs fait suffisamment connaître et apprécier les dispositions nouvelles relatives à ce sujet.

Au présent rapport sont annexés les amendements sur lesquels la Commission se trouve d'accord avec le Gouvernement.

Conclusion.

Sous les réserves ci-dessus et avec les amendements que nous avons indiqués, la Commission vous propose l'adoption du projet de loi par quatre voix et deux abstentions.

Le Rapporteur,

BEAUDUIN.

Le Président,

E. NERINCX.



ANNEXE.

AMENDEMENTS DE LA COMMISSION.

Rédiger ainsi qu'il suit l'article 39 du projet de loi :

ART. 39.

Les employés calculent la prise en charge préalable à raison de 1,900 grammes s'il s'agit de sucre brut et de 1,800 grammes s'il s'agit de sucres dits poudres blanches de fabrique, le tout par hectolitre de jus à un degré de densité, sur la base des constatations les plus élevées inscrites au registre prescrit par l'article 33. Cette prise en charge sert de contrôle aux pesages effectués en présence des agents de l'administration, conformément aux articles 50 à 52.

ART. 59.

Ajouter à l'article 59 un § 4, ainsi conçu :

§ 4 — *Le compte peut être déchargé en outre, moyennant déclaration préalable, des quantités de sucre destinées à être refondues.*

ART. 63.

Compléter l'article ainsi qu'il suit :

Art. 63, § 2

2°

8) *Sur le magasin d'un raffineur.*

Artikel 39 van het wetsontwerp te doen luiden zooals volgt :

ART. 39.

De beambten berekenen den voorafgaandelijken aanslag op voet van 1,900 gram wanneer het ruwe suiker betreft, en op voet van 1,800 gram wanneer het suiker, genaamd witte fabriekpoeder, betreft, dit alles per hectoliter sap hebbende éenen graad dichtheid, naar maatstaf der hoogste bevindingen ingeschreven in het register bevolen bij artikel 33. Deze aanslag dient tot controle der wegingen gedaan in bijwezen der beambten van het Bestuur, overeenkomstig de artikelen 30 tot 32.

ART. 59.

Aan artikel 59 een § 4 toe te voegen, luidende als volgt :

§ 4. — *Daarenboven mogen in dat boek worden afgeschreven, mits voorafgaandelijke aangifte, de hoeveelheden suiker bestemd om opnieuw te worden gesmolten.*

ART. 63.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

Art. 63, § 2

2°

8) *Voor de bergplaats van eenen raffinadeur.*

ART. 64.

Rédiger ainsi qu'il suit le § 2, du projet de loi :

ART. 64, § 1^{er}.

§ 2. — *Elle ne peut avoir lieu par quantités inférieures à 500 kilogrammes s'il s'agit de sucre brut ou de sucres dits poudres blanches de fabrique, et à 100 kilogrammes s'il s'agit de sucres raffinés.*

ART. 104BIS.

Les droits de douane et d'accise fixés à 20 francs les 100 kilogrammes par les articles 1^{er} et 7 de la présente loi, seront réduits à 15 fr. à partir du 1^{er} janvier 1907 si, avant cette date, le taux de 20 francs n'a pas été confirmé par une loi.

ART. 106.

Ajouter les mots : « et de l'art. 5, qui sortira ses effets le 1^{er} février 1904. Jusqu'au 31 janvier 1904 inclus, les marchandises reprises audit art. 5 resteront passibles des droits d'entrée auxquels elles étaient soumises antérieurement au 1^{er} septembre 1903. »

ART. 64.

§ 2, van het wetsontwerp dient te worden opgesteld zooals volgt :

ART. 64, § 1

§ 2. — *Uitvoer mag niet gebeuren bij hoeveelheden van minder dan 500 kilogram wanneer het ruwe suiker of suiker genaamd witte fabriekpoeder betreft, en bij hoeveelheden van minder dan 100 kilogram wanneer het geraffineerde suiker betreft.*

ART. 104BIS.

De tol-en accijnsrechten, vastgesteld op 20 frank de 100 kilogram door de artikelen 1 en 7 van deze wet, zullen te beginnen van 1 Januari 1907 op 15 frank worden verminderd indien, vóór dien datum, het bedrag van 20 frank niet door eene wet is bevestigd geworden.

ART. 106.

Aan dit artikel de volgende woorden toe te voegen : « en van art. 5, hetwelk in werking zal treden op 1ⁿ Februari 1904. Tot en met 31 Januari 1904, blijvende in voormeld art. 5 genoemde goederen onderworpen aan de invoerrechten die hun toepasselijk waren voor 1ⁿ September 1903. »



(12)

(1)
(N° 209.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 JULI 1903.

Ontwerp van wet tot vervaardiging en invoer van suiker (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BEAUDUIN.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet betreffende de vervaardiging en den invoer van suiker bevat drie reeksen hoofdzakelijke bepalingen, en daarenboven eenige van ondergeschikt belang.

De eerste strekt om onze binnenlandsche wet overeen te brengen met de bepalingen der Internationale Overeenkomst van 5 Maart 1902, door invoering van het aldus genoemd *werk in* entrepôt.

De tweede betreft de verlaging der belasting, en alles wat daarmee in betrekking staat.

De derde is eene nieuwe codificeering van de wetten, en de bestanddeelen daarvan zijn ontleend aan de thans bestaande wetten op het vervaardigen van suiker, alcohol en glucose.

Deze drie reeksen zullen wij achtereenvolgens overzien en aan iederen harer de vragen verbinden, die door uwe Commissie zijn gesteld, alsmede het antwoord, daarop gegeven door den heer Minister van Financiën.

I. — *Werk in entrepôt.*

Artikel 2 van bovengenoemde overeenkomst luidt aldus :

« De Hooge verdragsluitende Partijen verbinden zich het entrepôt-stelsel,

(2) Wetsontwerp, n° 169.

(1) De Commissie, voorgezeten door den heer NERINX, bestond uit de heeren ANSHELE, BEAUDUIN, COOREMAN, DALLEMAGNE, DAVIGNON, DE SADELEER.

onder het onafgebroken toezicht des daags en des nachts van de fiskale beambten, toe te passen op de suikerfabrieken en raffinaderijen, zoowel als op de fabrieken waarin de suiker getrokken wordt uit melasse.

« Voor dit doel zullen de fabrieken onder zoodanige regeling worden geplaatst als noodig is om iedereen waarborg op te leveren tegen het in het geheim wegvoeren van de suiker; en de fiskale beambten zullen toegang moeten hebben tot alle deelen der fabrieken.

« Er zullen controle-boeken worden gehouden te nopensichte van eene of meer fazen van de fabricage, en de voltooide suiker zal worden opgeslagen in afzonderlijke huizen, welke alle wenschelijke waarborgen van zekerheid opleveren. »

Zooals in de Memorie van toelichting wordt gezegd, staat de suikernijverheid nog onder het stelsel van heffing naar de vermoedelijke opbrengst. Het sap, bij den aanvang van de verrichtingen ter vervaardiging getrokken uit beetwortelen, gaat noodzakelijk door meettoestellen, naar zeer nauwziende bepalingen ingericht en bewaakt. De accijnsbeambten stellen de hoeveelheid van dit sap vast en bepalen zijne dichtheid; uit deze tweevoudige verrichting, volgens een wettelijken vermenigvuldiger, die achtereenvolgens werd verhoogd van 1,500 tot 2,000 gram per hectoliter sap en per graad van den dichtheidsmeter, leiden zij de wettelijke opbrengst af, die, tegen 45 frank per 100 kilo suiker, welke vermoed wordt te zijn uitgetrokken, de schuld van den fabrikant jegens de schatkist uitmaakt.

Het wetsontwerp handhaaft deze arbeidsregeling, doch geeft daaraan den aard van *toezicht*, voorzien in artikel 2 van voormelde internationale overeenkomst. Dus zullen de bestaande inrichtingen alsmede het meerendeel der gestelde vereischten behooren tot het nieuw stelsel. De nijverheid blijft onderworpen aan dezelfde verordeningen, die hare vrijheid van arbeid merkelyk beperken voor gansch de reeks der verrichtingen tot het uittrekken van het sap. De vermoedelijke wettelijke opbrengst blijft bestaan als minimum van wettelijke opbrengst, dat in elke onderstelling is verschuldigd, zelfs indien de opbrengst, bepaald vastgesteld door het wegen van de afgewerkte voortbrengselen, daar beneden bleef.

Aldus handhaaft het wetsontwerp talrijke thans bestaande wetsbepalingen, en voegt er de nieuwe bepalingen bij, die strekken tot verzekering van het wezenlyk vaststellen der opbrengst door het werk in entrepôt; het bepaalt de regelen, die in acht moeten genomen worden voor het inrichten van werkgestichten en lokalen, tot het verhinderen van alle andere gemeenschap daarbuiten dan diegene welke worden nagegaan door de fiskale beambten, wier taak door het ontwerp wordt omschreven.

Het ontwerp bepaalt onder welke omstandigheden de afgewerkte voortbrengselen worden gewogen, nagezien, in magazijn opgeslagen en verzonden.

Suiker die naar raffinaderijen wordt verzonden, is op dezer magazijnsrekening in te schrijven; buitenslands uitgevoerde suiker wordt bepaald afgeschreven van alle belasting; alleen voor de in het verbruik komende, is de belasting te betalen, na twee maanden krediet.

Belanghebbenden opperden tegen deze bepalingen ettelijke bezwaren, en, na onderzoek, stelde uwe Commissie den heer Minister van Financiën onderstaande vragen, waarop wij het gegeven antwoord laten volgen.

EERSTE VRAAG.

Wordt het *voorafgaand toezicht*, door het wetsontwerp ingesteld, verplicht gemaakt door de Internationale Overeenkomst?

Wordt het onder zoo strenge bedingen als in België, ingesteld door de andere medeverdragsluitenden van 8 Maart 1902?

Werd op beide bovenstaande vragen ontkennend grentwoord, zou dan door de aanstaande Belgische suikerwet onze inlandsche voortbrenging niet worden geplaatst in een ondergeschikten toestand, hierdoor gekenmerkt dat :

a) De vermoedelijke opbrengst, zoo zij niet is bereikt, eene hoogere belasting uitmaakt;

b) De gezamenlijke formaliteiten tot beperking van vrij werk hindernis kan toebrengen aan schikkingen of toepassingen ten voordeele der nijverheid;

c) De formaliteiten van eene nadere opneming in elk geval kosten en lasten verwekken, welke veel zwaarder zouden drukken op de Belgische nijverheid dan op hare mededingers in vreemde landen.

Antwoord van den Heer Minister van Financiën.

Daar de Internationale Overeenkomst bepaalt dat minstens één tijdperk der fabricatie wordt nagegaan, acht de Belgische Regeering dat deze verplichting moet gelden voor een vroeger tijdperk dan ditgene tot de eindopneming van het afgewerkt voortbrengsel. Aangezien deze Overeenkomst door haar werd ingegeven, achtte zij zich verplicht den aard welken zij aan die bepaling had toegekend van toepassing te maken op de Belgische wet. Wel is waar hechte de Bestendige Commissie, door de Overeenkomst ingesteld, haar zegel aan sommige wetten van andere landen, als daar zijn Oostenrijk-Hongarije en Nederland, waarin dergelijk toezicht noch eenig ander behalve de eindopneming werd ingelascht, doch er valt op te merken dat in al de andere landen het stelsel van werk in entrepôt reeds sedert jaren wordt toegepast, dat de werkgestichten konden gebouwd en ingericht zijn naar de vereischen van dit stelsel en volgens eene reeds lange ervaring en praktijk. Dat dit niet het geval is met België, en bijgevolg dient ten minste de overgang gevrijwaard te worden, door de eindopneming te versterken door eene voorafgaande en nabijkomende opneming van de opbrengst. Wellicht kan de Belgische wet later worden gewijzigd in den zin eener grootere vrijheid.

Daarenboven mag niet worden uit het oog verloren :

1° Dat de noodige inrichtingen voor dit toezicht ten volle bestaan in de fabrieken en dus geene nieuwe kosten vergen, ten laste van den fabrikant; dat het vaststellen van het uitgetrokken sap in elk geval den fabrikant zelve nuttig is;

2^o Dat de aanslag van 2,000 gram enkel een minimum is, waar de nijverheid sedert vele jaren merkelyk boven geraakte;

3^o Dat hij evenwel dient te worden verlaagd, om de redenen, door de belanghebbenden aangevoerd en ten einde hen te veroorloven suiker van hoog gehalte voort te brengen.

In artikel 39 is een amendement voorgesteld, waarbij de aanslag wordt bepaald op 1,800 gram voor witte suiker en op 1,900 gram voor ruwe suiker;

4^o Dat de Regeering geenszins de verbeteringen wil belemmeren, die de nijverheid zou willen toepassen; dat dit vroeger steeds het geval was en het met des te meer reden waar zal zijn voor de toekomst, vermits voortaan ten slotte de wezenlijke opbrengst wordt vastgesteld.

Daartoe geven artikelen 38 en 42 haar de noodige macht. Krachtens deze artikelen, mag de Regeering namelijk toelaten om sap uit te trekken op zeer hoogen warmtegraad en gebruik laten maken van nieuwe stelsels tot uitbreiding of zuivering der sappen, zelfs vòòr de meting, wat niet bestaanbaar is met de huidige wet ;

5. Dat zoo werd bevonden dat bij toeval sap verloren ging na meting en aanslag, de Regeering het oor zou leenen aan billijke opmerkingen, door belanghebbenden gedaan. Een amendement in artikel 38 geeft haar daartoe de noodige macht.

Alvorens over te gaan tot de volgende vragen, acht uwe Commissie dat uit de praktijk blijken zal of het stelsel, zooals het aldus toegepast zal wezen, gehandhaafd dan wel gewijzigd moet worden, en in elk geval dringt zij er op aan dat niets de uitoefening zal verhinderen of bemoeilijken van eene nijverheid, die in België niet hoeft te worden onderworpen aan verordeningen welke haar in een ondergeschikten toestand tegenover hare vreemde mededingers kan brengen.

Zij neemt nota van de verklaringen van den heer Minister van Financiën.

TWEDE VRAAG.

Wat wordt er van het *verlies aan gewicht*, dat door *uitdroging* kan ontstaan in de magazijnen der suikerfabrieken en raffinaderijen? Ruwe suiker die lang verblijft in al te droge lokalen, kan veel aan gewicht verliezen; worden de fabrikanten aansprakelijk gemaakt voor eene vermindering, bij het uithalen waargenomen, zoo lijden zij schade, zonder dat het minste verzuim hun is te wijten.

ANTWOORD.

De suiker, in de fabrieken voortgebracht, wordt in zakken van hetzelfde gewicht gegoten, gewogen en geborgen in een magazijn, dat is gesloten met een hangslot van het Bestuur en een hangslot van den fabrikant.

Met het bestaande stelsel, werd steeds geklaagd omdat ruwe suiker vochtigheid naar zich trekt, nooit over het tegendeel.

Witte poedersuiker en geraffineerde suiker verliest zelden aan gewicht door uitdroging.

De bepaling van artikel 4 des ontwerps, betreffende het tekort, is van algemeene toepassing; zij is ontleend aan de wet van 4 Maart 1846 op de stapelhuizen en moet met doorzicht worden toegepast. Zoo zullen, bij de opneming de beampten de zakken, kisten, enz., optellen, die zich in de magazijnen bevinden, en deze stuks worden aangenomen voor het gewicht dat bij het inbrengen was bevonden; de beampten herwegen niet alle stuks, om te zien of zij enkele grammen min of meer bevatten dan het oorspronkelijk gewicht. Zoo geschiedt het thans in de stapelhuizen, en er bestaat geene reden om onder de nieuwe wet anders te handelen.

Overigens spreekt het vanzelf dat, zoo de beampten van het Bestuur redenen hebben om te onderstellen dat sommige fabrikanten bedrieglijke middelen aanwenden om het gewicht der colli te verminderen, zij eene grondige opneming moeten doen. Uitdroging alleen kan voor deze fabrikant geen bezwaar opleveren.

DERDE VRAAG.

Mogen, volgens de wet, de fabrikanten suiker, naprodukten of andere uit de magazijnen halen, om ze te hersmelten, en welke regelen worden hiervoor gevolgd?

ANTWOORD.

Bedoelt bovenstaande vraag het hersmeljten van suiker die reeds in een magazijn is opgeslagen, zoo moet men bekennen dat deze verrichting niet is voorzien door het ontwerp. Ofschoon zulk geval zelden zal voorkomen, zou men het in de wet kunnen veroorloven.

Derhalve dient artikel 59 te worden aangevuld door eene paragraaf 4, luidende als volgt :

Daarenboven mogen in dat boek worden afgeschreven, mits vooraafgaandelijke aangifte, de hoeveelheden suiker bestemd om opnieuw te worden gesmolten.

Dezelfde vraag was gesteld voor de raffinaderijen.

ANTWOORD.

Het hersmelten van suiker in de raffinaderij is voorzien door art. 56, § 1, 2^o lid van het ontwerp.

VIERDE VRAAG.

Is artikel 12 van toepassing op de bestaande inrichtingen? Belanghebbers klagen over het heellastig en kostbaar werk dat het veroorzaken zou.

ANTWOORD.

Artikel 12 bepaalt dat de plannen zijn over te leggen en er bestaat geene gegronde reden om de reeds gevestigde suikerfabrikanten daarvan te ontslaan.

Op dezelfde wijze werd gehandeld toen de wet op de stokerijen en die op de glucose-fabrieken in werking werd gesteld : de toen bestaande fabri-

kanten moesten aan den ontvanger het plan van hunne inrichtingen overhandigen.

Overigens is het eene overdrijving, te beweren dat het leveren van plannen duur kost.

Mogelijk zal er tijd ontbreken om de plannen in te leveren voordat het aanstaande werkseizoen aanvangt; bij voorkomend geval, kan uitstel worden verleend.

* * *

Uwe Commissie acht het antwoord op bovenstaande 2^o, 3^o en 4^o vraag bevredigend voor de belanghebbenden, onder dit beding dat er in de praktijk genoeg wordt gelet op de feiten en er op de nijverheid geene formaliteiten en belemmeringen drukken, die, zonder noodzakelijkheid voor den Staat, voor haar schadelijk kunnen worden.

II. — *Verlaging van 't bedrag der belasting.*

Het wetsontwerp verlaagt het bedrag der belasting tot 20 frank, onaange-merkt voor welke suiker ook, die aan 't verbruikt wordt overgeleverd; evenals het accijns-, is het tolrecht op hetzelfde cijfer bepaald. Evenwel kan op de van uit den vreemde ingevoerde suiker eene bijbelasting worden geheven, waarvan het bedrag door de Regeering wordt vastgesteld, zonder dat dit hooger mag wezen dan fr. 3.50 per 100 kilogram. Voortbrengselen, met suiker toebereid, genieten rechtenverlaging van hetzelfde bedrag. De rechten op aan 't verbruik overgeleverde suiker zijn na verloop van twee volle maanden te betalen.

De Toelichting zegt waarom de Regeering de rechten op de suiker evenals op de verschillende andere bestanddeelen, door brouwers gebruikt, niet eenvormig kan brengen op 15 frank per 100 kilo droog uittreksel. Ofschoon in het wetsontwerp glucose noch omgezette suiker rechtstreeks worden bedoeld, toch blijft het waar dat glucose voor zeker gebruik in mededinging komt met suiker; thans bedraagt het recht op glucose 15 frank per 100 kilo, terwijl geraffineerde suiker fr. 51.13 betaalt. Dus treft aanzienlijke verlaging van laatstgemeld recht onrechtsteeks de glucose-nijverheid. De glucose-fabrikanten beweren dat met gelijke rechten en zelfs met een verschil van 3 frank per 100 kilo, hunne nijverheid volkomen zou worden vernietigd of erg in gevaar gebracht.

Zooals wij daareven zegden, is het vraagstuk der glucose niet onderworpen aan uwe Commissie; ondanks het belang dat zij in deze nijverheid kan stellen, heeft zij zich niet in te laten met de bijzondere wet van 19 Mei 1898 op dat voortbrengsel. Zij kan enkel haar leedwezen uiten, omdat glucose-fabrikanten te lijden hebben door het nieuw stelsel voor de suikernijverheid, zelfs tegen het voorgesteld recht van 20 frank, terwijl dit laatste, uit hoofde van de door hen ingeroepen behoeften, een derde hooger zal zijn dan de Regeering verlangt en dan de suikerfabrikanten en verbruikers hoopten.

Volgens de Toelichting, kan niet met zekerheid worden bepaald wanneer deze hoop en dit verlangen gedeeltelijk of gansch zijn te verwezenlijken.

Om deze gedachte tot feit te maken, kondigt de heer Minister van Financiën een amendement aan, volgens hetwelk de tol- en accijnsrechten worden verlaagd tot 15 frank, zoo door de Kamers vóór 1 Januari 1907 geene wet is gemaakt om het bedrag op 20 frank te houden.

De bijbelasting, door artikel 2 veroorloofd, en waarvan voortaan zooals nu het bedrag afhangt van de Regeering, komt overeen met artikel 3 der internationale Overeenkomst, dat luidt als volgt :

« ART. 3. De hooge verdragsluitende Partijen verbinden zich geen hooger bedrag dan 6 frank per 100 kilogrammen vast te stellen voor de geraffineerde suiker en die welke daarmee gelijk moet worden gesteld en geen hooger bedrag dan fr. 5.50 voor de overige suikersoorten, als overbelasting, dat wil zeggen het verschil tusschen het bedrag der rechten of heffingen waaraan de buitenlandsche suiker onderworpen is en het bedrag der rechten of heffingen, dat van de binnenlandsche suiker geheven wordt.

» Die bepaling heeft geene betrekking op de invoerrechten in de landen die geene suiker voortbrengen ; zij is evenmin van toepassing op de bijproducten der fabricage en raffinering van suiker. »

Toen de verdragsluitende Mogendheden ter Conferentie te Brussel besloten alle, zoo recht- als onrechtstreeksche premiën in te trekken, lag het evenwel in hare bedoeling den voortbrengers hunne inlandsche markt te behouden. Al de landen, behalve Nederland, het minst aanzienlijke als voortbrenger, maakten gebruik van de vrijheid, hun gelaten door artikel 3 en brachten de bijbelasting op het hoogste bedrag, door de overeenkomst toegelaten. België maakt voor het tol- en accijnsrecht niet het minste onderscheid tusschen de verschillende soorten van suiker, en daarom dacht de Regeering dat de bijbelasting, de verhooging van tolrecht, ook diende te worden bepaald op een zelfde bedrag, het laagste van de door de overeenkomst voorziene. Den bestaanden toestand handhavend, vraagt zij om gemachtigd te worden het bedrag dezer bijbelasting derwijze te regelen, dat het door de Overeenkomst aangewezen doel zij bereikt, en wel ten beste der verschillende belangen.

Over den duur der krediettermijnen stelde de Commissie de volgende vraag :

De duur van den kredietstermijn zou dezelfde moeten wezen als elders, of ten minste bepaald op 4 maanden.

Ziehier het antwoord van den heer Minister van Financiën :

In Nederland wordt twee maanden krediet verleend, in Oostenrijk-Hongarije en in Duitschland, zes maanden.

In Frankrijk wordt geen krediet toegestaan, zelfs moeten de rechten op ruwe suiker worden betaald op 't oogenblik dat deze ter raffinaderij wordt gebracht.

In België wordt twee maanden krediet toegestaan, te beginnen van den laatsten dag der maand waarin de voor het verbruik bestemde (gekrystaliseerde en geraffineerde) suiker zijn aangegeven op de kredietrekening : dus zal de termijn twee en half maanden duren. Doch er valt op te merken dat de afgewerkte suiker reeds een onbeperkt krediet zal genieten, 't is te

zeggen zoolang zij verblijft in de magazijnen voor gefabriceerde voortbrengselen. Anderzijds wordt suiker steeds verkocht tegen dadelijke bepaling. Dus kan aan de gestelde vraag geen gevolg worden gegeven.

III. — *Codificeering en onderscheiden maatregelen.*

Artikelen 10, § 1, litt. A, 14, 15, 22, 23, 24, 25, 33, 34, 35, 41, 46, 49, 50, 66, 67, 71, 93, 98, 102, zijn ontleend aan de bestaande suikerwet.

Artikelen 10 § 1, 6 § 2, 43 § 2, 51, 98, 99, 100, 101, zijn ontleend aan de wet op de stokerijen.

Artikelen 11, 12, 16, 17, 18, 19, 20, 26, 42, 43, 45, 47, passen op de suikerwet dezelfde artikelen toe, welke zijn ontleend aan de wet op de glucose.

Artikelen 37 en 39 zijn getrokken uit de begrootingswetten.

Hoofdstuk 4 « Strafbepalingen », bestaat uit bepalingen meerendeels ontleend aan bovenvermelde wetten.

ONDERGESCHIKTE BEPALINGEN.

Invoerrecht op beetwortelen.

Het invoerrecht op beetwortelen had reden van bestaan, toen de onrechtstreeksche premie het gevolg was van de min of meer groote voortbrenging van suiker die vrij bleef van rechten; door 't verwerken van uitlandsche beetwortelen, doorgaans rijk van gehalte, werd eene hoeveelheid suiker zoogezegd van overschotten ingevoerd, wat zooveel de voordeelen verminderte, die inlandsche voortbrengselen toekwamen. Als logisch gevolg der intrekking van premiën, dient ook dat invoerrecht te worden ingetrokken.

Gesuikerde voortbrengselen.

De nieuwe invoerrechten op de gesuikerde voortbrengselen zullen worden overeengebracht met het bedrag der rechten op de suiker.

Evenwel kunnen zij vooralsnu niet in werking worden gesteld, omdat men aan de fabrikanten den noodigen tijd moet laten tot het afzetten van de voortbrengselen, die zij wellicht vervaardigden onder het bestaande stelsel van rechten. Door deze in werking treding te verschuiven tot 1 Februari 1904, zal de wetgever aldus aan talrijke ondergeschikte nijverheidstakken een overgangstijdperk verzekeren, dat hunne belangen volkomen vrijwart.

Daartoe werd een amendement overgelegd.

Saccharine.

De Toelichting maakt de nieuwe bepalingen daarover genoegzaam bekend en laat er over oordeelen.

Aan dit verslag zijn de amendementen toegevoegd, waarover de Commissie het met de Regeering eens is.

Besluit.

Mits bovenstaande voorbehoudingen en de door ons aangeduide amendementen, stelt uwe Commissie u met vier stemmen et twee onthoudingen voor om het wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,

BEAUDUIN.

De Voorzitter,

E. NERINCX.



ANNEXE.

AMENDEMENTS DE LA COMMISSION.

Rédiger ainsi qu'il suit l'article 39 du projet de loi :

ART. 39.

Les employés calculent la prise en charge préalable à raison de 1,900 grammes s'il s'agit de sucre brut et de 1,800 grammes s'il s'agit de sucres dits poudres blanches de fabrique, le tout par hectolitre de jus à un degré de densité, sur la base des constatations les plus élevées inscrites au registre prescrit par l'article 33. Cette prise en charge sert de contrôle aux pesages effectués en présence des agents de l'administration, conformément aux articles 30 à 32.

ART. 59.

Ajouter à l'article 59 un § 4, ainsi conçu :

§ 4. — *Le compte peut être déchargé en outre, moyennant déclaration préalable, des quantités de sucre destinées à être refondues.*

ART. 63.

Compléter l'article ainsi qu'il suit :

Art. 63, § 2
2°
8) Sur le magasin d'un raffineur.

Artikel 39 van het wetsontwerp te doen luiden zooals volgt :

ART. 39.

De beambten berekenen den voorafgaandelijken aanslag op voet van 1,900 gram wanneer het ruwe suiker betreft, en op voet van 1,800 gram wanneer het suiker, genaamd witte fabriekpoeder, betreft, dit alles per hectoliter sap hebbende éenen graad dichtheid, naar maatstaf der hoogste bevindingen ingeschreven in het register bevolen bij artikel 33. Deze aanslag dient tot controle der wegingen gedaan in bijwezen der beambten vnn het Bestuur, overeenkomstig de artikelen 30 tot 32.

ART. 59.

Aan artikel 59 een § 4 toe te voegen, luidende als volgt :

§ 4. — *Daarenboven mogen in dat boek worden afgeschreven, mits voorafgaandelijke aangifte, de hoeveelheden suikerbestemd om opnieuw te worden gesmolten.*

ART. 63.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

Art. 63, § 2
2°
8) Voor de bergplaats van eenen raffinadeur.

ART. 64.

Rédiger ainsi qu'il suit le § 2, du projet de loi :

ART. 64, § 1^{er}.

§ 2. — *Elle ne peut avoir lieu par quantités inférieures à 500 kilogrammes s'il s'agit de sucre brut ou de sucres dits poudres blanches de fabrique, et à 100 kilogrammes s'il s'agit de sucres raffinés.*

ART. 104BIS.

Les droits de douane et d'accise fixés à 20 francs les 100 kilogrammes par les articles 1^{er} et 7 de la présente loi, seront réduits à 15 fr. à partir du 1^{er} janvier 1907 si, avant cette date, le taux de 20 francs n'a pas été confirmé par une loi.

ART. 106.

Ajouter les mots : « et de l'art. 5, qui sortira ses effets le 1^{er} février 1904. Jusqu'au 31 janvier 1904 inclus, les marchandises reprises audit art. 5 resteront passibles des droits d'entrée auxquels elles étaient soumises antérieurement au 1^{er} septembre 1903. »

ART. 64.

§ 2, van het wetsontwerp dient te worden opgesteld zooals volgt :

ART. 64, § 1

§ 2. — *Uitvoer mag niet gebeuren bij hoeveelheden van minder dan 500 kilogram wanneer het ruwe suiker of suiker genaamd witte fabriekpoeder betreft, en bij hoeveelheden van minder dan 100 kilogram wanneer het geraffineerde suiker betreft.*

ART. 104BIS.

De tol-en accijnsrechten, vastgesteld op 20 frank de 100 kilogram door de artikelen 1 en 7 van deze wet, zullen te beginnen van 1 Januari 1907 op 15 frank worden verminderd indien, vóór dien datum, het bedrag van 20 frank niet door eene wet is bevestigd geworden.

ART. 106.

Aan dit artikel de volgende woorden toe te voegen : « en van art. 5, hetwelk in werking zal treden op 1ⁿ Februari 1904. Tot en met 31 Januari 1904, blijvende in voormeld art. 5 genoemde goederen onderworpen aan de invoerrechten die hun toepasselijk waren voor 1ⁿ September 1903. »

